

Nouvelle Époque

"Une idée devient une force lorsqu'elle s'empare des masses"



Luttes des femmes

p.9

N°5 - Novembre/Décembre 2022 - 2€

nouvelleepoque.fr



Lyon 8e : les habitants disent : "*Ca suffit!*"

p.5

49.3 : le boycott des
élections était bien
la seule voie juste



p.8

Un mois
d'action
combatif



p.4

La Grande Révolution Socialiste d'Octobre p.11

A QUI PROFITE LE CRIME DE LA DIVISION ?

Depuis quarante ans, le monopole médiatique nous inonde chaque jour avec un danger "africano-musulman", nous parlant de l'invasion "rampante mais détermée", des "barbares" venus des ex-colonies. Quarante années, voir plus, qu'il tente d'édifier des murs entre les fractions du prolétariat. Des murs mentaux, mais aussi physiques et géographiques. À les écouter, les quartiers prolétaires sont un mélange de Far West où les bandes font la loi, de califat où les Imams font régner une impitoyable Charia, de zones de non-droit où la police est l'éternelle victime. Et bien sûr, la clé de voûte de l'édifice, la pierre angulaire de la réaction, c'est la supposée incompatibilité quasi-génétique de la Nation avec cette population « sauvage » mais dangereusement organisée. Tout est fait pour inspirer la peur, peur de l'étranger, peur des masses pauvres.

L'épopée de la lutte des classes, moteur de l'Histoire, n'est que la rencontre des opprimés en lutte contre l'oppression. La situation actuelle, à de nombreux égards, fait penser à la politique de division mise en place aux Antilles pour diviser l'esclave noir et le blanc pauvre.

Le code Noir a été mis en place dans les colonies antillaises principalement pour diviser racialement les opprimés. Les idéalistes nous disent que c'est parce que les blancs sont d'essence raciste, alors que cela correspondait en fait à une nécessité économique et politique. Le but était de préserver le système esclavagiste dans les colonies, qui était trop arriéré face aux petits propriétaires soumis au féodalisme. Le seul danger des grands propriétaires terriens et du colonat était l'alliance du blanc pauvre avec l'esclave noir. Non seulement la politique universaliste de l'Église, qui proclamait que tous les êtres humains sont égaux devant Dieu, créait une base idéologique pour que l'esclave revendique des droits d'égaux, mais en plus la force de l'amour faisait que des blancs pauvres se mariaient avec des esclaves. Il n'y avait qu'un pas pour que les revendications politico-économiques se confondent, et c'est ce qu'il s'est passé. Pour contrebalancer cette contradiction, les colonialistes ont créé la race, entendue comme distinction politique et sociale. La peau n'était plus une couleur mais un statut social. Économiquement, les intérêts des blancs pauvres et des noirs convergeaient, alors il fallait les diviser politiquement et socialement. Tout cela a été la base de la division qui s'est transformé dans les esprits en supériorité culturelle, puis en supériorité raciale.

Que vivons nous aujourd'hui en hexagone si ce n'est exactement la même politique de division de classe ? En effet, la classe porte les intérêts convergents de la majeure partie de la population.

La grande peur historique de la bourgeoisie ce n'est pas l'Islam politique, les musulmans chefs d'entreprise ou petit-bourgeois, ce n'est pas le "séparatisme", c'est l'exact inverse, la fin de l'atomisation de la classe. L'unité du prolétariat est le cauchemar sourd qui agite les nuits des bourgeois des centres métropolitains. La Grande Peur durant les Gilets Jaunes était la possible convergence, sous la forme d'une insurrection comme en 2005, entre les quartiers prolétaires des périphéries et un mouvement syndical qui aurait appelé à de grandes grèves. La question syndicale est pour un temps réglée tant l'intégration à l'État des directions syndicales est grande. Cette question était dans toutes les bouches des Gilets Jaunes: « ah si seulement les quartiers s'y mettaient... ». Le bon sens populaire tend toujours à l'unité. Ce n'est pas la coupe du monde qui unifie le peuple mais la lutte des classes.

Alors il ne reste plus que la peur séculaire des retrouvailles entre le prolétariat blanc et de couleur. Il n'y a que cet événement qui peut déstabiliser en profondeur l'État et réactiver le mouvement politique, avec en son centre la question du Pouvoir. Entendons donc que tous ceux qui divisent sont des réactionnaires, car ils participent consciemment ou inconsciemment à l'atomisation de la classe. Qu'ils se proclament de gauche ou de droite, ceux qui mènent cette politique sont des réactionnaires. Ils ont beau crier qu'ils défendent le "peuple", ils vont systématiquement contre son intérêt.

Tout leur discours est bâti sur du mensonge. Que ce soit les ultra-réactionnaires à la Zemmour qui nous racontent que la nation française est vieille de 1 000 ans et serait d'essence chrétienne, les Indigènes qui ont créé un nouveau sujet politique qui n'existe pas, les féministes bourgeoises pour qui le voile islamique est pire que les conditions socio-économique des femmes prolétaires musulmanes ou autre ; tous ces gens sont les alliés objectifs de l'impérialisme. Bien entendu, nous comprenons la raison historique des "Indigènes", qui ont vu le prolétariat des quartiers trahis par la "gauche". Les coupables, ce sont les révisionnistes et les opportunistes de tous bords qui se servent des problèmes des masses pour leur petite tambouille électorale. Ils n'ont plus rien de "gauche", ils font partie du problème et non de la solution.

Parmi eux, ce sont ceux qui se proclament progressistes, voir révolutionnaires, qui devraient le plus analyser leur propre situation. Ils devraient se poser des questions à partir du moment où ce qu'ils portent convergent avec les pires réactionnaires. Nous partons du présupposé qu'ils ne le font pas en tout état de cause, car sinon cela serait criminel. Criminel dans le sens où cela ne fait que reculer le moment où le prolétariat pourra s'émanciper politiquement de la bourgeoisie. Que cela soit le féminisme bourgeois ou la "politique indigéniste", c'est en dehors du terrain de la lutte des classes et se place au niveau de la superstructure idéologique. Ils créent de "la politique" spectacle dans le cadre de l'État.

Les Universités, les médias sont le terrain d'action de ces "idéologues". Ils participent à maintenir le mirage démocratique car cela sert directement la politique de l'État bourgeois. Sentant que leurs "pensées" sont basées sur des sables mouvants, ils la saupoudrent de "Marxisme" à la petite semaine. Ils noient la lutte des classes dans un pot belge qui retire tout contenu révolutionnaire. Ils ne parlent pas de Pouvoir, mais de "pouvoir blanc", "de pouvoir masculin", etc.

Bien entendu, aborder la question du Pouvoir c'est rentrer dans la seule question politique qui est celle de l'État, en substance de savoir quelle classe dirige l'appareil étatique et quel est son contenu politique.

Tout ce jeu politique n'est qu'inconsistance tant ils sont coupés de la réalité matérielle des masses. Cet éditorial n'est pas un récit universitaire, mais le reflet de la réalité matérielle. C'est notre activité politique dans les quartiers prolétaires qui a fait s'effondrer tout ce mirage idéaliste. Le Marxisme le dit : la pratique est l'action principale, c'est elle qui vient vérifier si une idée est juste ou pas. C'est quand nous avons décidé de "vivre, travailler et lutter" avec le prolétariat de France que nous avons pleinement découvert la supercherie de la gauche bien-pensante et des ultra-réactionnaires.

Nous considérons le prolétariat pour ce qu'il est, la dernière classe de l'histoire, la seule qui a la possibilité d'en finir avec le système séculaire d'exploitation. Nous ne parlerons pas de religion, car il n'y a pas de problème avec l'Islam en France mais un problème de classe. C'est-à-dire la contradiction antagonique entre une minorité qui s'approprie la richesse créée par la collectivité.

Le prolétariat de France est un arc en ciel, il est le reflet du développement national, du développement des forces productives et de la qualité d'État impérialiste. Nous considérons qu'à partir du moment où une personne est intégrée à la production, elle fait partie du prolétariat de France. Peu importe nos origines, nous affrontons les mêmes difficultés au quotidien. Nous vivons sous le même régime politique, nous avons les mêmes ennemis. Nous vivons tous en France et nous avons un avenir commun.

Nous n'utiliserons plus les termes « d'origine immigrée » car simplement c'est un autre dispositif de domination. La personne « d'origine immigrée », c'est l'Africain et cela fait bien longtemps que ce n'est plus l'Italien ou le Portugais. Nous considérons seulement les gens pour ce qu'ils font socialement et non par leur couleur de peau, leur religion ou autre. Ramener sans cesse une personne à ses origines est indigne. Bien entendu nous savons que des contradictions dans le peuple existent, mais le peuple n'est que le reflet du monde matériel et du monde social, c'est-à-dire de la lutte des classes.

Pour combattre tous ces écueils, il n'y a qu'un chemin possible : mettre la politique aux commandes en analysant le monde avec la grille de lecture Marxiste. À chaque moment, il faut comprendre ce qui sert ou dessert la Révolution, et aller toujours vers ce qui la sert. ■

SOMMAIRE

NOTRE MOUVEMENT

- 4** Lannemezan : manifestation combative pour conclure un mois d'action combatif
- 5** Au quartier des Etats-Unis, les habitants disent "Ca suffit !"

LUTTE DES CLASSES

- 7** Brèves de presse
- 8** 49.3 : Le boycott des élections était bien la seule voie juste

LUTTE DES FEMMES

- 9** Femmes et lutte des classes

L'IMPÉRIALISME ET SES GUERRES

- 10** Embargo, Impérialisme et Nations Unies

VERS LA RÉVOLUTION

- 11** La transcendance historique de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre

INTERNATIONAL

- 13** Brésil : après la farce électorale
- 14** Célébration du Jour des Morts au Mexique

Lannemezan : Manifestation combative pour conclure un mois d'action combatif

"Ceci vient réaffirmer l'unité des révolutionnaires sincères, dans le sillage du parcours de Georges Abdallah, contre l'opportunisme et le défaitisme."

Samedi 22 octobre, comme chaque année, plus de 1 000 personnes ont répondu à l'appel de la Campagne unitaire pour la libération de Georges Abdallah. Plus vieux prisonnier politique d'Europe, Georges Abdallah est enfermé dans les geôles de l'Etat français depuis 39 ans et plus précisément dans la prison de haute sécurité de Lannemezan.



Cette manifestation venait conclure le mois international pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, qui a vu fleurir partout dans le monde des actions en soutien au révolutionnaire palestinien. En France, c'est notamment à Paris, Lyon, Toulouse, Grenoble et Saint-Etienne que de nombreuses actions ont eu lieu pour alerter sur la situation de Georges Abdallah.

La manifestation a traversé la ville depuis la gare pour se retrouver devant la prison, où ont été faites les prises de paroles des divers groupes participants. La Campagne unitaire a tenu à réaffirmer son soutien à la lutte armée du peuple palestinien, dont Georges Abdallah est aujourd'hui le symbole héroïque, en démontrant que c'est le seul moyen de voir une Palestine libre et libérée de tout impérialisme. Un activiste de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire est également intervenu, appelant à l'intensification de la lutte pour la libération de Georges, et lançant le mot d'ordre « En 2023, Georges est libre ».

Nous avons suivi les militants de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire. Ceux-ci ont encore une fois fait preuve d'une véritable capacité d'organisation, en vendant une cinquantaine d'exemplaires de Nouvelle Epoque et en récoltant plus de 300 € de dons en soutien aux activistes pro-palestiniens arrêtés suite à leur intrusion lors d'un match de foot entre Lyon et Toulouse pour visibiliser le combat que le combattant pro-palestinien continue de mener depuis sa cellule.

Pendant la manifestation, ils ont rejoint leurs camarades des Jeunes Révolutionnaires dans un puissant cortège suivant directement celui de la Campagne unitaire, arborant une banderole en soutien à la lutte armée du peuple palestinien.

Au retour de la manifestation, les activistes de JR et de la LJR ont encore une fois marché ensemble, guidés par la Campagne unitaire, scandant des slogans combatifs. Ceci vient réaffirmer l'unité des révolutionnaires sincères, dans le sillage du parcours de Georges Abdallah, contre l'opportunisme et le défaitisme.

Cela est venu conclure un mois d'octobre extrêmement combatif, avec de nombreuses actions menées par des révolutionnaires dans plusieurs grandes villes de France.

Un meeting contre la vie chère a notamment été organisé avec succès à Saint-Étienne dans le quartier de Solaure : rassemblant une trentaine de participants, il a été l'occasion de discuter plus en profondeur de la vie chère, de ses causes, mais aussi des moyens qu'ont les révolutionnaires sincères de combattre celle-ci, par une organisation concrète dans les quartiers prolétaires et sur les lieux de travail des Masses. ■



Au quartier des Etats-Unis, les habitants disent "ça suffit!"

De nombreuses personnes âgées et enfants vivent dans des conditions indignes.

"Nous n'en pouvons plus, ça suffit!" voilà en substance ce que les habitants et habitantes du quartier des Etats-Unis (Lyon, 8eme) sont venus exprimer avec force le mercredi 2 novembre devant les représentants du bailleur social Grand Lyon Habitat (ndlr: le bailleur majoritaire au quartier et dans le 08ème avec plus de 24 000 logements sous son actif à Lyon), puis une nouvelle fois le mercredi 9 novembre. Un report de charge abusif a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase déjà bien plein. Le bailleur n'a eu pour seule réponse que ce que nous sortent les politicards pour justifier l'appauvrissement des Classes Populaires : tout est la faute de la guerre en Ukraine... la belle affaire ! Face à ce type de réponse indécente, la parole ne pouvait que se libérer. Les habitants ont fait savoir qu'ils vivaient depuis des années dans des conditions indignes et, cela, bien avant la guerre en Ukraine. Les logements sont insalubres, humides, le chauffage et les ascenseurs sont défaillants, la chaleur est extrême l'été et absente l'hiver, les parties communes dégradées, les punaises de lit présentes, la liste est longue comme un jour sans fin. Pourtant les loyers et charges sont payés chaque mois mais le bailleur n'en a que faire.

Nouvelle Epoque a eu l'occasion d'échanger avec de nombreux habitants, des femmes et mères célibataires, des personnes retraitées, principalement. Avant tout, ce qui en ressort c'est un ras-le-bol, beaucoup de colère mais aussi une grande dignité. Cette dignité a un nom, elle s'appelle résistance. Que devons nous penser quand une femme qui a travaillé toute sa vie se retrouve avec 16 petits degrés en hiver, qu'une autre qui élève trois enfants vit dans un trois pièces insalubre, qu'un autre a le plancher qui s'effondre sous ses pieds, qu'une Dame vit depuis des mois avec des punaises de lit, que tous et toutes côtoient les rats dans les parties communes. Que devons nous penser quand des milliers d'appels et de recommandés restent lettres mortes et que quand on alerte sur le froid, les bureaucrates nous répondent qu'il faut mettre un pull ! Que devons nous ressentir quand la voisine est morte d'un AVC durant la canicule car il n'y a plus de persiennes aux fenêtres et qu'une autre est obligée de cuisiner avec un réchaud dans son salon car la température est insupportable dans sa cuisine. Que la plupart on dû, à leur frais, acheter des chauffages d'appoints et que malgré tout cela les loyers vont augmenter en janvier. Grand Lyon Habitat et leurs sbires pensent que c'est le CPES (ndlr: Comité Populaire d'Entraide et de Solidarité), qui est l'agent provocateur, alors que son seul "crime" est de défendre les habitants. Le CPES est l'émanation des habitants, il sert leurs intérêts de manière désintéressée, il n'est pas corrompible et ça ce n'est pas acceptable dans un pays où la corruption est instituée en système. Que reste-t-il si ce n'est la saine révolte quand l'injustice est loi.

Qui peut défendre le Peuple, la loi? Elle se cache derrière un appareil bureaucratique gigantesque qui prend la forme de "lettres recommandées" dont tout le monde s'assoit dessus. L'Etat ? Vieille machine qui ne sert que les intérêts des puissants. Les élus ? Une fois les élections passées, ils n'ont jamais servi les intérêts de leurs administrés. La réponse n'a jamais été aussi claire : seul le peuple peut défendre le peuple. Le chemin est l'auto-organisation pour défendre nos droits élémentaires. Il n'est plus question de se taire, la situation s'aggrave chaque jour et tout le monde se demande ce que nous allons laisser à nos enfants. Comme l'a dit la responsable de Grand Lyon Habitat nous serons écoutés quand nous serons nombreux et assurément les habitants sont déterminés à l'être.

Tout le monde se rend compte qu'il n'est pas seul que c'est le quotidien de millions de français. Dans toutes les métropoles, les moyennes et petites villes, la situation est la même. Quel est donc ce pays qui envoie des fusées dans l'espace, qui construit des centrales nucléaires et des TGV mais qui ne sait pas entretenir un chauffage collectif. Tout cela ressemble à une faillite, celle des politiciens qui gèrent le pays depuis des décennies et qui laissent la situation s'aggraver.

Les habitants du 8e montrent l'exemple, ils ne se résignent pas, ils s'organisent et ne veulent plus se faire marcher dessus. Et si GLH ne sait pas gérer le parc immobilier, les habitants le feront assurément mieux qu'eux. Les classes populaires font attention au moindre sous, elles sont prévoyantes, essayent d'anticiper tandis que les politiques, eux, gaspillent l'argent de la collectivité. Le logement est un droit fondamental, personne n'a le droit de vivre en 2022 dans des logements insalubres. Ce ne sont pas les habitants qui dégradent mais l'absence d'entretien.



Nouvelle Epoque est un journal au service du Peuple, il comprend le Prolétariat car ses rédacteurs vivent avec eux, ils font partis des Masses. Nous vivons les mêmes problèmes abusifs alors nous n'écrivons pas ces lignes dans l'indifférence et la chaleur des salons parisiens, mais avec l'envie que tout cela change. Aux quartiers des Etats-Unis comme partout en France la lutte ne fait que commencer pour que triomphent nos droits, pour que demain soit justice et que ceux qui nous acculent contre le mur payent enfin. ■



Nous vous partageons ici une lettre que nous a transmise le CPES, qui a été envoyée par courrier officiel au maire de Lyon et au maire du 8 arrondissement.



La rédaction de Nouvelle Epoque reste attentive aux évolutions de cette situation, et continuera à informer et partager les luttes du CPES contre la mafia du logement qu'est Grand Lyon Habitat !

Monsieur le Maire,

Nous vous envoyons cette lettre pour vous interpellier sur une situation totalement injuste et intolérable, qui se déroule dans votre arrondissement, sous votre mandature, concernant les habitants et habitantes du 08ème.

En effet depuis maintenant une dizaine de jours, l'ensemble des locataires de Grand Lyon Habitat du quartier des Etats-Unis ont reçu une lettre. Cette dernière nous indique que suite au calcul des charges locatives de l'année 2021, nous devons tous et toutes payer un surplus de charges à Grand Lyon Habitat, allant de 100 à 500 euros. Et cela sans aucune explication claire. Cette situation semble concerner de plus l'ensemble des locataires de GLH, dans tous les quartiers de Lyon.

Nous avons déjà payé en Juin 2022 une augmentation des charges pour les indexer à l'inflation. Ces charges là, sont donc incompréhensibles et abusives. Le quartier et les appartements sont insalubres, en mauvais état, les ascenseurs et systèmes de chauffage sont très souvent en panne. De nombreuses personnes âgées et enfants vivent dans des conditions indignes. Des centaines, voire des milliers, de lettres et de coups de téléphones ont tenté d'avertir GLH cette dernière décennie. Les réponses, quand il y en a, sont toujours évasives. Nous nous retrouvons donc dans l'obligation de faire autrement.

Bref, nous payons des charges et des loyers, mais nous n'avons rien en échange.

Ces nouvelles charges abusives arrivent dans une situation de forte inflation, de crise, au début de l'hiver, alors que nous peinons déjà à nous chauffer et à manger correctement. L'inflation dépasse, de loin, le réajustement des salaires et des aides sociales.

Nous vous demandons donc de prendre position, du côté de vos concitoyens pour exiger avec nous que

Grand Lyon Habitat :

- Retire les charges abusives
- Remplisse ses obligations en échanges des loyers et des charges payées, c'est à dire respecter ni plus ni moins la loi en vigueur dans notre pays.
- La mise en place d'un gel des loyers pour bloquer la prochaine hausse du mois de Janvier (3.5%), qui dans la situation actuelle serait un coup de grâce pour de nombreuses familles.

Nous nous sommes déjà mobilisés fortement plusieurs fois, et nous sommes déterminés à aller au bout de cette lutte. Nous avons interpellé la presse et espérons que vous vous positionnerez du côté des concitoyens de votre juridiction.

Les classes populaires ne veulent plus payer indéfiniment la mauvaise gestion du pays. Nous ne voulons plus payer la crise. Si nos gouvernements faisaient autant attention à la gestion du budget que les classes populaires alors peut être que la situation serait meilleure.

Cordialement

Les habitants et locataires en colère du quartier des Etats-Unis.

Novembre 2022

Brèves de presse

Du 4 au 8 novembre, un mouvement de grève a ébranlé la Tag, la société de transport de l'agglomération grenobloise, provoquant l'interruption totale de la circulation des trams sur cette période, mais aussi la diminution des bus et l'arrêt de ceux-ci après 20h. Les revendications des grévistes étaient une hausse des salaires, une refonte de la grille salariale, et surtout la compensation de 3 des 5 jours de grève, notamment au personnel de nuit et de week-end. Lutte normalement remportée pour les grévistes, car alors que mardi 8 l'agglomération souffrait de 97 kilomètres d'embouteillage, le syndicat majoritaire annonçait simultanément la reprise du travail dès le lendemain, soumis à la condition que la direction respecte les accords entérinés. La lutte paie ! ■

La fronde grogne dans les stades européens : les ultras français et allemands font entendre bruyamment leur mécontentement depuis plusieurs semaines. En Allemagne, le mot d'ordre partagé très largement est limpide : «15 000 travailleurs tués pour 5760 minutes de football. La honte». En France, les ultras s'attaquent pour leur part au rapport Bauer, rapport éponyme du professeur criminologue Alain Bauer, intronisé par le gouvernement et les médias comme spécialiste de la sécurité dans les stades mais aussi comme spécialiste militaire apte à s'exprimer sur la guerre en Ukraine. Les ultras dénoncent ce rapport qui prône une action très strictement sécuritaire et liberticide, voulant instaurer des billets nominatifs, des caméras de reconnaissance faciale ou encore des pass «fan-ID» pucés permettant de contrôler la présence au stade.

Alors que plus que jamais les stades sont l'un des laboratoires de la répression avec les quartiers populaires, les ultras se positionnent ainsi par ces diverses prises de positions comme des acteurs éminemment politiques de la société, à l'instar des différents groupes parisiens qui ont manifesté un soutien sans équivoque à la Palestine lors de la réception du club sioniste du Maccabi Haïfa. ■

Le 29 octobre, à l'appel du mouvement écologique Les Soulèvements de la terre, s'est tenue une grande mobilisation contre le projet de méga-bassines à Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres. Les opposants contestent l'utilité et les bienfaits de ces projets de réservoirs d'eau de pluie, en expliquant qu'en réalité l'eau proviendrait en partie des nappes phréatiques directement, et que cela accroîtrait donc encore la pression hydrique sur la terre, notamment pour les sols qui ne seraient donc plus traversés par le ruissellement de l'eau. De plus, des chercheurs pointent que l'eau ainsi stockée pourrait se perdre, par évaporation ou par le développement de bactéries la rendant impure à l'utilisation.

Cette grande manifestation qui a vu plus de 5 000 participants braver la répression pour se lever contre la catastrophe écologique promue par le système capitaliste risque d'être amenée à se poursuivre, alors que l'État a officialisé la reprise du chantier, interrompu depuis par la présence de militants sur les lieux dans un champ mis à disposition par un agriculteur local. ■



Le 22 octobre dernier, à l'occasion des «manifs pour Lola» organisées sur tout le territoire de l'État français, des militants réactionnaires ont attaqué plusieurs bars réputés fréquentés par des militants révolutionnaires à Rennes. Attendus, les militants fascistes ont été repoussés, mis en déroute et protégés dans leur fuite par la police bourgeoise. L'État ne protégera pas les révolutionnaires, seul le peuple sauve le peuple ! Autodéfense populaire ! ■

Source : La Cause Du Peuple

49.3 : Le Boycott des élections était bien la seule voie juste

Nous sommes aujourd'hui quelques mois après les différentes campagnes et élections, législatives et présidentielles, qui avaient enflammé l'opinion publique et entériné la rupture entre les soi-disant «révolutionnaires» opportunistes et les masses résolument opposées à cette mascarade.

Alors que l'inflation et le prix de la vie ne font que saigner toujours plus les millions de prolétaires qui composent la France, le gouvernement Macron et l'Assemblée Nationale ont entériné une version modifiée du budget 2023 de l'État dans la nuit du 8 au 9, et cette fois contre toute attente sans avoir recours à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, surnommée «affectueusement» le 49.3.

Le 49.3 est un article de la Constitution qui permet au premier ministre, «après délibération du conseil des ministres», d'«engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale». Pour résumer, cet article permet au gouvernement d'imposer une loi sans qu'elle ne soit décidée ni votée, et la seule "solution" pour la contrer est le dépôt d'une motion de censure qui devrait atteindre la majorité absolue. Autant dire qu'il est quasiment impossible de contrer le 49.3, d'autant plus alors que le Président de la République a le pouvoir de dissoudre l'Assemblée et de convoquer des élections législatives anticipées s'il se retrouve acculé. Ainsi, les opportunistes à l'Assemblée peuvent gesticuler et faire semblant de se plaindre autant qu'ils le souhaitent, aucun d'entre eux ne convoquera de motion de censure pour laquelle la majorité absolue est réalisable, par peur de perdre leur place et leurs privilèges.

Ainsi, rappelons que le gouvernement Borne, qui ne possède pas la majorité absolue, a déjà utilisé cet article de loi à 4 reprises depuis juin et les élections législatives.

Alors que le projet de budget pour l'année 2023 était rediscuté, les opportunistes de tout bord à commencer par les socialistes et les républicains ont travaillé de concert avec le gouvernement pour offrir à celui-ci la possibilité de ne pas avoir à utiliser le 49.3 : un amendement du groupe PS adopté par ici, un amendement du groupe LR par là, et l'affaire est jouée, le projet est adopté.



Ne nous leurrons pas sur la France Insoumise et le Rassemblement National : à contre-courant sur ce vote ci, ils n'en restent pas moins les garants d'une pseudo-démocratie bourgeoise que le banquier Macron et ses ministres foulent toujours un peu plus aux pieds, et ce alors que les Masses manifestent par tous les moyens qu'elles ont en leur possession leur rejet de ces élites pourries et corrompues.

De fait, le taux d'abstention record de ces dernières élections n'est pas un phénomène isolé, et les campagnes pour le boycott menées en France mais aussi au Brésil récemment ne sont qu'un reflet de la situation internationale. L'heure n'est plus à la démocratie bourgeoise, et les opportunistes ne font que creuser un fossé toujours plus grand entre eux et les Masses alors qu'ils tentent de sauver ce qui reste à sauver, et de s'accrocher au moindre privilège à préserver.

Le non-usage du 49.3 sur ce dernier vote n'est qu'un arbre qui cache la forêt, et il ne permet pas d'effacer le fait que la situation se détériore à vitesse grand V : alors que la démocratie bourgeoise vit ses derniers jours sous le regard désespéré des opportunistes et autres pantins qui tentent d'en profiter, les Masses regardent s'écrouler le château de cartes qu'elles ne peuvent plus supporter.

Le non-usage du 49.3 sur ce dernier vote, c'est l'arbre qui cache la forêt, et il ne permet pas d'effacer le fait que le Régime de la Ve République est en crise profonde, situation qui n'est que le reflet de la crise économique. La démocratie n'est effective que pour un petit groupe de personnes, la bourgeoisie, les capitalistes et monopolistes, dans le pays qui impose sa volonté à toute la population. Le Régime ne peut que continuer sa course réactionnaire, seul échappatoire pour conjurer l'inévitable. La réactionnarisation va agir de plus en plus comme politique de contre-insurrection à l'intérieur du pays et comme acteur de la mobilisation générale pour préparer la prochaine guerre inter-impérialiste. La France est dans une situation où ses contradictions internes bloquent de plus en plus les impérialistes dans leur lutte pour participer au repartage du monde.

Il est évident, que plus que jamais, l'heure n'est pas au pessimisme mais à la compréhension juste de cette époque. Toutes les mesures autoritaires ne sont qu'un aveu de faiblesse d'un régime qui n'est plus en adéquation avec de larges masses et qui de l'autre côté tend à contraindre la restructuration urgente de l'impérialisme français. Chaque jour qui passe démasque le caractère dictatorial du vieux système politique au service des intérêts économiques des grandes entreprises et des banques. Les forces révolutionnaires ont une merveilleuse fenêtre de tir pour se développer dans les prochaines années. La seule ligne juste demeure la nécessité de se lier avec les masses profondes. ■

Femmes et lutte des classes



« Les femmes portent sur leurs épaules la moitié du ciel et elles doivent la conquérir ». Cette citation du Président Mao Zedong exprime une contradiction simple : si les femmes représentent la moitié de l'humanité, la moitié du prolétariat, elles restent économiquement inégales à leurs homologues masculins.

Les féministes libérales nous expliquent que les femmes sont moins payées que les hommes. Si l'on regarde les statistiques dans l'ensemble cela apparaît vrai : en moyenne, les femmes gagnent 22% de moins que les hommes (Insee, 2019).

Mais si l'on observe dans le détail, on se rend compte que divers paramètres sont négligés dans ce calcul. En effet, cette donnée est une moyenne calculée sur l'ensemble des temps de travail confondus. Hors, on se rend compte que les femmes sont bien plus affectées par des temps partiels que les hommes : 27,4% des femmes en emploi occupent un temps partiel, pour seulement 8,4% des hommes (Insee, 2020). Ceci s'explique par la place du travail reproductif dans le mode de production capitaliste, qui pèse principalement sur les femmes prolétaires : elles élèvent leurs enfants, s'occupent des tâches ménagères et administratives...

Mais il faut prendre en compte les autres facteurs, dont les emplois, secteurs d'activités et postes différents. Si l'on prend par exemple la part des femmes dans les formations aux métiers du médico-social, on constate que 86% des personnes formées sont des femmes, tandis que les hommes sont plus représentés dans les formations d'ingénieurs, à 71% (Idem). Hors, les salaires du médico-social sont relativement peu élevés, souvent à peine au dessus du SMIC, lorsqu'un ingénieur peut toucher deux à trois fois le même montant.

Mais ceci ne concerne que les travailleurs formés. Un rapport de la branche de la propreté en 2014 établit ainsi que les femmes représentaient alors 67% des salariés de la branche, principalement des agents de service. La majorité de ces femmes sont également sans diplômes, et faiblement payées. Chez les agents de services, les salaires horaires vont de 10,83€ à 13,21€ bruts (Source : Convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés, 2022)

De manière générale, on observe que les écarts de salaires entre femmes et hommes sont plus marqués dans les métiers de cadres et de professions intermédiaires. Chez les employés et ouvriers, l'écart de salaire global est bien moindre. Par exemple, chez les ouvriers non qualifiés du gros œuvre, l'écart est de seulement 2%, et de 5% chez les aides-soignants.

Ainsi, on constate que les femmes ont tendance à être plutôt surreprésentées dans les métiers les moins payés, et à être plus souvent en temps partiel, faisant d'elles la catégorie sociale la plus précaire et la plus exploitée.

A ce titre, les femmes prolétaires sont les plus à même de mener la lutte contre le capitalisme. Et dans la pratique, ce sont elles qui se montrent les plus combatives. Les femmes de chambres de l'hôtel Ibis Batignolles ont combattu pendant deux ans contre leurs patrons mafieux pour obtenir des augmentations de salaires et de meilleures conditions de salaires.

Pour prendre un exemple plus récents, nous pouvons nous attarder sur les auxiliaires de vie de Domidom, à Caen, qui sont actuellement en grève depuis trois semaines. Elles réclament notamment l'augmentation du remboursement des frais kilométriques, une hausse de salaire ainsi que des paniers repas. Elles ont pu obtenir le remboursement des frais kilométriques à 45 centimes par kilomètres (tandis que la convention collective prévoit un remboursement à 35 centimes du kilomètre). Concernant leurs revendications salariales, leur employeur leur offre des augmentations de quelques euros, alors que ces salariées au SMIC réclame d'être payées à 1500€ net.

La direction de Domidom tente cyniquement de jouer sur la corde sensible et de les faire culpabiliser, sous entendant que leur grève affecte le quotidien de leurs bénéficiaires.

Ces femmes, qui n'avaient jamais fait grève de leur vie, ont décidé de se mobiliser à cause de l'inflation, et leur combativité s'exprime au travers de leur sens du sacrifice. L'une d'elle s'exprime ainsi au journal Liberté :

« C'est sûr que trois semaines de grève, ça pèse à la fin du mois mais on aurait été quand même dans la galère. Alors s'il faut se serrer la ceinture maintenant pour mieux manger demain, on le fait. »

Celles qui n'ont plus rien à perdre, mais un monde à gagner, sont ainsi les premières à monter à l'assaut du ciel. ■

Embargo, Impérialisme et Nations Unies

Le jeudi 3 novembre dernier, l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU) s'est exprimé très largement majoritairement contre l'embargo imposé par l'impérialisme états-unien sur Cuba.

Cet exercice est un rituel à l'ONU : tous les ans depuis 1992, les Nations unies se retrouvent pour voter contre l'embargo, toujours avec une écrasante majorité. Cette année, 185 pays se sont exprimés contre, 2 se sont abstenus (Brésil et Ukraine), et 2 ont voté en faveur de l'embargo, les États-Unis, évidemment, et Israël.

L'embargo interdit notamment tout investissement et toutes relations commerciales des entreprises américaines vers l'île. Il limite également le tourisme des citoyens américains, qui ne se privent pas pour contourner les interdictions en passant par des pays frontaliers comme le Mexique.

Cette mascarade qui dure depuis 30 ans illustre parfaitement le fonctionnement de l'ONU : dès l'école, on apprend aux enfants que l'ONU a remplacé la Société des Nations car celle-ci n'avait pas les outils pour se mettre à la hauteur de ses ambitions, car elle n'avait soi-disant pas d'outil de coercition ou au moins de contrôle pour assurer la paix.

L'ONU est donc née au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, réunissant encore plus spécifiquement «les vainqueurs de la guerre» (États-Unis, France, Grande-Bretagne, URSS, Chine) au sein du conseil de sécurité et les dotant d'un droit de veto.

Loin de permettre de maintenir la paix, l'ONU et son Assemblée Nationale recommandent, et les décisions échoient au Conseil de sécurité, à condition que les membres permanents ne s'y opposent pas.

Pour revenir sur la résolution de l'Assemblée des Nations unies à propos de l'embargo sur Cuba, les États-Unis passent outre cette recommandation allègrement, sans même avoir à outrepasser la «loi» de l'ONU. En effet, ne s'agissant que d'une expression de l'Assemblée, ce vote n'a aucune valeur car les décisions reviennent au conseil de sécurité dont fait partie les États-Unis, qui, soutenus par leur droit de veto, peuvent se permettre le maintien de la politique d'étouffement d'un pays entier.

Néanmoins, bien souvent les puissances impérialistes dépassent l'ONU et s'affranchissent de cette organisation supra-nationale prétendument souveraine. Les États-Unis par exemple, rentrent au fil des années régulièrement en guerre sans l'aval de l'ONU, en passant par l'OTAN, pantin de l'impérialisme yankee grâce auquel sont entraînés une multitude de pays, qui participent bon gré mal gré à des guerres à cause de jeux d'alliances défavorables. L'Irak, l'Afghanistan, le Koweït, le Vietnam, sont autant d'exemples des États-Unis passant outre les décisions et votes de l'ONU.

De la même façon, la Russie n'a pas attendu d'avoir l'accord des Nations unies pour envahir l'Ukraine en février 2022.

L'ONU se révèle ainsi n'être qu'une façade, le cache-sexe des impérialistes qui peuvent agir comme bon leur semble et se protéger derrière le droit de veto.

Si l'OTAN est le bras armé de l'impérialisme yankee, celui qui permet aux Yankees d'intervenir partout et d'entraîner avec lui ses "alliés" malheureux, l'ONU est son bras doux, celui de la pseudo-justice, qui permet de justifier les crimes que son bras armé commet. L'ONU est donc un outil au service de la superpuissance impérialiste hégémonique que sont les États-Unis : il ne faut avoir aucun doute sur sa nature véritable et balayer les mensonges d'une organisation qui agirait « au-dessus des intérêts impérialistes ». Demandons nous sincèrement quelle place ont véritablement les nations et peuples opprimés au sein de cette pseudo-assemblée ? La réponse est simple : aucune, tout le dispositif mis en place contient toute dissidence et empêche la véritable équité entre nations. Les démocrates sincères doivent dénoncer cette mascarade qui a pour seul but d'élargir la marge de manœuvres des impérialistes US tout en tentant – difficilement – de cacher le fond de l'affaire. Non, l'ONU n'est pas au service des peuples, mais du capital financier ! ■



La transcendance historique de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre

« L'important est que la glace a été
brisée — la voie est libre et le chemin a
été illuminé »

Lénine, sur la signification d'Octobre

Les Marxistes du monde entier ont récemment célébré les 105 ans d'un événement historique d'une grande transcendance : la Grande Révolution Socialiste d'Octobre.

C'est le 7 novembre 1917 (le 25 octobre selon le calendrier utilisé en Russie à l'époque) que s'est ouverte une nouvelle époque dans l'histoire de l'Humanité, avec le début de la prise du pouvoir par le prolétariat, mené par le Parti Communiste bolchevik, sur les ruines de l'Empire tsariste. Le Parti Communiste, mené par son grand dirigeant Vladimir Lénine, a su triompher de l'impérialisme et de la réaction au cours d'une lutte éprouvée depuis sa création à la fin du XIXe siècle.

La Révolution prolétarienne menée par les bolcheviks n'a pas été un long fleuve tranquille. A proprement parler, nous pouvons dire qu'elle s'est étalée de 1905 à 1922, passant par plusieurs grandes étapes :

- La « répétition générale » qu'a été la révolution de 1905
- Les tumultes menant à 1917
- La révolution démocratique-bourgeoise de début 1917
- La Guerre Civile Révolutionnaire menée par le Parti Communiste, de l'insurrection d'Octobre à l'établissement du Nouveau Pouvoir sur l'entièreté du territoire.

Le mythe de la seule 'insurrection' révolutionnaire est donc brisé à la seconde où nous portons les yeux sur le processus ayant mené à la création de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). Ce fut un enchaînement d'étapes cruciales, violentes, avec des reflux et des détours sur une période de 17 ans, dont la partie la plus importante fut la Guerre Civile Révolutionnaire menée de manière absolue par le Parti bolchevik de Lénine. Les opportunistes et les révisionnistes, principalement les trotskystes et le nouveau révisionnisme incarné par la Ligne Opportuniste de Droite, ont toujours tenté de nier le processus prolongé de la Révolution d'Octobre, afin d'en faire un « coup d'Etat » réalisé en un claquement de doigt. C'est une idée très répandue dans les milieux militants de France sous le nom du « grand soir », et tous les Marxistes sincères doivent la combattre ardemment car elle représente la synthèse de l'opportunisme et du révisionnisme à propos de la révolution. Le fond est de repousser toujours la révolution, l'usage de la violence révolutionnaire, la préparation à la Guerre Civile inévitable pour faire la révolution et en finir avec le règne des monopoles. C'est donc une théorie absurde et anti-marxiste, qui n'est pas en adéquation avec la réalité, et elle ne sert que les intérêts des faux révolutionnaires, en réalité réformistes, qui se cachent derrière le masque du Marxisme mais le vident de son contenu. De nos jours cela se concrétise dans la participation aux élections bourgeoises pourries, c'est pourquoi reprendre l'exemple glorieux de la Révolution Soviétique est très important pour y voir clair. Le processus révolutionnaire est long, violent et semé d'embûches, l'exemple même de la Révolution bourgeoise française nous le rappelle. Il fallut attendre l'écrasement de la Commune de Paris en 1871 pour que le système capitaliste bourgeois trouve une forme plus ou moins stable, alors qu'il commence sa prise du pouvoir à partir de 1789 ! Le développement de la Révolution se fait dans une dure et longue lutte entre restauration et contre-restauration, c'est cela que nous devons retenir et c'est cela que les bolcheviks nous crient.



La Révolution d'Octobre nous enseigne aussi la nécessité d'un Parti de tous les prolétaires, unissant les larges masses pour renverser le vieil ordre établi et conquérir le pouvoir dans tout le pays. Ce Parti, c'est le Parti Communiste, seul capable de diriger le mouvement spontané et désorganisé de la classe pour l'emmener vers son objectif : la destruction des rapports de classe, le communisme. La classe a forgé ses dirigeants dans sa lutte au cours des années : Lénine principalement, comme grand dirigeant, mais aussi Staline, Sverdlov, Dzerjinski. Tous sont des révolutionnaires professionnels, qui dédient leur vie au Parti de la révolution. Sans un noyau construit patiemment dans le feu de la lutte des classes, pas de révolution. La lutte forge au fur et à mesure des années des hommes et des femmes capables de diriger le mouvement des masses, formant une direction idéologique, politique et organisationnelle : c'est ce qu'est le Parti Communiste dirigé par Lénine, seule raison de la victoire de la GRSO. L'exemple soviétique a balayé d'un revers de mains tous les courants opposés en montrant la voie de la conquête du pouvoir, et a prouvé le besoin d'un Parti discipliné, prêt à affronter tout ce qui se dressera devant lui. Sans un Centre endurci, aucun mouvement révolutionnaire ne peut vaincre ; telle est la leçon que nous donne les camarades soviétiques.

Nous disons, pour finir, qu'Octobre a ouvert une nouvelle période dans l'histoire de l'Humanité, en se basant sur l'analyse du Président Mao et du dirigeant du Parti bolchevik Staline :

« La première guerre mondiale impérialiste et la première révolution socialiste victorieuse, la Révolution d'Octobre, ont changé le cours de l'histoire mondiale et inauguré une nouvelle ère. »
Président Mao

« La voie de la Révolution d'Octobre est, fondamentalement parlant, la voie lumineuse commune pour le progrès de toute l'Humanité »
Président Mao

« La Révolution d'Octobre ne doit pas être vue seulement comme une révolution 'au sein de frontières nationales'. Elle est, principalement, une révolution d'un ordre international, mondial. »
Staline

Avec la Révolution Socialiste et l'établissement du premier Etat socialiste dans le monde sur une partie majeure du territoire mondial, le prolétariat a trouvé pour de bon son exemple à suivre, son guide pratique et théorique. Dans le monde entier, des Partis Communistes se sont formés à l'appel de l'Internationale pour suivre le sillon d'Octobre et développer la Révolution Proletarienne Mondiale. Des millions d'ouvriers et de paysans se sont unis dans la lutte, galvanisés par l'exemple victorieux de leurs confrères soviétiques, changeant à jamais la face du monde : le prolétariat entrant sur le devant de la scène par une première grande vague de révolutions, et ne la quitterait pas avant sa victoire finale. La Révolution dirigée par le grand Lénine a ouvert la marche et montré la possibilité pour le prolétariat de s'emparer du pouvoir, d'en finir avec le capitalisme-impérialisme ; en cela elle est une victoire idéologique et morale d'une puissance infinie pour la classe, c'est la raison pour laquelle elle est vainement attaquée par les propagandistes bourgeois et les opportunistes. Le devoir de tout Marxiste est de la défendre, d'en reprendre les éléments les plus essentiels pour tirer le vrai du faux. Il est urgent de « séparer le bon grain de l'ivraie » et de démarquer pour de bon le Marxisme et le révisionnisme en développant le mouvement révolutionnaire dans notre pays, perchés sur les épaules des Géants de 1917 !



Avec la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, une nouvelle ère de la Révolution Proletarienne Mondiale et de dictature du prolétariat a commencé ; une nouvelle ère de lutte des nations opprimées pour la libération, menée par le prolétariat, a commencé. Aujourd'hui, nous entrons dans la seconde grande vague de révolutions, guidés par l'exemple d'Octobre ! ■

Brésil : après la mascarade électorale



Dimanche 30 octobre dernier, l'ultra-réactionnaire Jair Bolsonaro, président sortant du Brésil, a perdu les élections générales face à Lula da Silva, présenté par le Parti des Travailleurs. Pour les opportunistes de tout genre, au Brésil comme en France, cette victoire est perçue comme celle de la « démocratie » face au fascisme, voire pour certains comme une victoire pour les masses populaires.

Lula joue de son image d'ancien ouvrier et de syndicaliste, force est de constater que son camp est celui de la bourgeoisie. Durant ses deux précédents mandats, il a activement poursuivi les politiques libérales de ses prédécesseurs et mené la répression contre les paysans sans terres et les révolutionnaires d'une manière particulièrement accrue. Plus récemment, début octobre, lors d'une interview, il prenait carrément position pour que les latifundios, les grands propriétaires terriens, s'arment face à la menace d'une Révolution Agraire menée par la masse des paysans. Il a donc choisi son camp dans la lutte des classes, en soutenant ceux qui assassinent les paysans luttant pour le droit à la terre, une cause juste et nécessaire.

Pendant ce temps, la réaction ne se tourne pas les pouces. D'un côté, le Haut Commandement des Forces armées avance progressivement ses pions, et resserre sa tutelle sur les institutions brésiliennes. Son objectif affiché est de pousser à la concentration autour du pouvoir Exécutif, ce qui permettrait un coup d'Etat militaire préventif contre-révolutionnaire, pour tenter d'endiguer le flot d'une Révolution violente et sans compromis, devenue inévitable. De l'autre côté, une forte mobilisation d'extrême-droite a pu être observée dès le lendemain des élections, se concentrant d'abord autour des blocages d'axes routiers, et devenant rapidement violente. Le 7 novembre, les fascistes tirent sur les agents de police venus débloquent la route. On peut également observer des démonstrations de forces, notamment de la part de l'extrême-droite organisée, par exemple lors d'une manifestation à Joinville le 8 novembre. Tous ces groupes vont faire partie des hommes de main que la réaction va utiliser pour son compte. Ils vont être utilisés comme milices anti-communistes contre le peuple en lutte ; face à cela, le peuple brésilien doit être implacable et rendre coup pour coup pour remporter des victoires.

Dans un tel contexte, comment peut-on alors affirmer que l'accession de Lula au pouvoir est une victoire pour la démocratie, ou encore pour les masses ? Lula n'est que le revers de la médaille, il est l'autre face de la réaction, qui va tout autant alimenter le système corrompu et pourri qui sévit au Brésil. Le nouveau président fait face à une véritable crise de régime. Minoritaire au congrès, il n'arrivera que difficilement à faire passer le peu de réformes progressistes de son programme. De plus, les élections ont été également fortement boycottées : plus de 50 millions de Brésiliens ont refusé de choisir entre Lula et Bolsonaro. Le journal A Nova Democracia relate alors le travail d'activistes dans plusieurs villes du pays, appartenant à plusieurs organisations, comme la LCP (Ligue des paysans pauvres), le MFP (Mouvement féminin populaire) ou le MEPR (Mouvement étudiant populaire révolutionnaire) pour appeler au boycott de la farce électorale. Des mots d'ordres tels que « Ne votez pas ! Lutte ! » ou « Elections non ! Révolution oui ! » sont apparus sur les murs des villes, et les activistes ont échangé sur le boycott avec de nombreux travailleurs.

Tout ceci montre en vérité l'aspect principal à retenir : si la réaction bouge ses pions, les forces de la révolution sont également bien présentes, et se préparent au grand combat à mener pour la Justice et la Démocratie véritable. La Révolution Agraire progresse chez les masses paysannes, et le prolétariat urbain s'agite.

Les masses populaires et les révolutionnaires ont un ennemi à deux têtes : d'un côté la réaction la plus acerbée regroupant les Bolsonaristes et les Forces Armées ; de l'autre, les opportunistes du camp Lula qui vont jouer avec les espoirs des masses. Leur tâche historique sera de les déjouer, pour faire triompher la révolution, et faire éclore la Nouvelle Démocratie. ■



Célébration révolutionnaire du Jour des morts au Mexique

La rédaction de Nouvelle Epoque traduit et partage ce communiqué du mouvement révolutionnaire mexicain Sol Rojo

Au Mexique, il existe des traditions profondes qui, malgré le passage du temps ou le métissage, assument leurs propres caractéristiques de processus identitaires et de résistance culturelle de nos peuples, que nous devons défendre et exalter car elles font partie de la culture populaire.

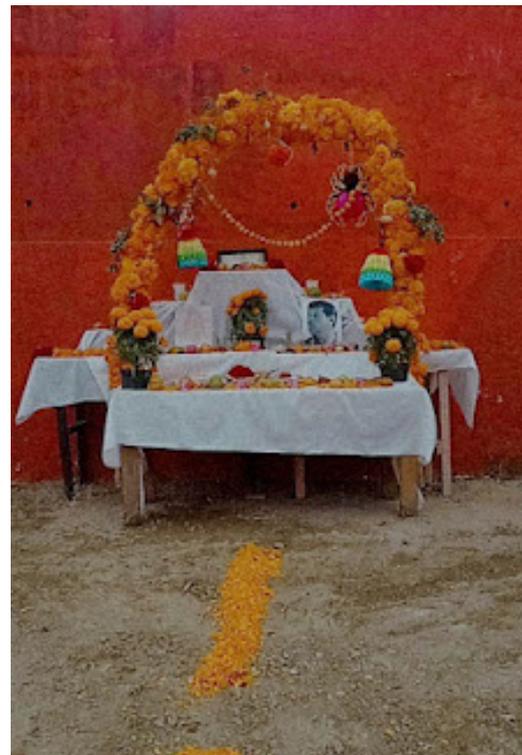
Ces processus, comme le Jour des Morts, sont particulièrement importants aussi dans la lutte des classes, car ils servent - tout comme à leur origine - à honorer et à glorifier ceux qui ont donné leur vie au service du peuple

Il est important qu'il soit appelé ainsi : Jour des Morts, car nous rejetons la mode et l'hégémonie gringo de « Halloween », qui est aussi le reflet de la semi-colonialité imposée par l'impérialisme yankee, qui cherche à imposer ses idées dominantes et à acculturer nos peuples, en les aliénant sous sa férule mercantile et jetable.

Dans ce sens, et dans le cadre des célébrations du Jour des Morts, les révolutionnaires du Mexique ont réalisé des tapis et autels traditionnels du Jour des Morts, pour rendre hommage aux vies de nos camarades tombés dans la lutte pour la terre et la lutte contre l'imposition des mégaprojets impérialistes de dépossession et de mort qui frappent notre pays.

Nous documentons ici quelques manifestations culturelles en hommage à nos camarades.

Présent à côté de l'autel d'une communauté en résistance où l'Assemblée Populaire garantit le cours de la lutte, celui-ci représente les camarades qui ont contribué à la formation de cet embryon de Nouveau Pouvoir et qui nous ont quitté en combattant, avec l'espoir qu'un jour nous prendrons le pouvoir, concrètement les camarades Javier López Martínez "Comandante Rojo" (19 mars 2018), Yolanda Cabrera González (17 février 2021) et Saúl Morales Hernández "Chino Pelón" (10 juin 2021).



Ce tapis est réalisé avec du sable coloré, des fleurs, des roseaux, des pierres et une grande affection pour ceux qui ont lutté jusqu'au dernier moment pour la terre et notre territoire. Les visages de nos camarades Luis Armando Fuentes Aquino "Comandante Gato" (assassiné le 11 avril 2019) et Jesús Manuel García Martínez "Chu Pau" (assassiné le 27 octobre 2022), ont été accompagnés des noms d'autres camarades tombés au combat face aux groupes paramilitaires : Faustino Acevedo Bailón (4 mai 2006), Alfredo Errestre Vázquez (13 octobre 2007), Rosalino Díaz Barrera (31 janvier 2008), Paulino Salud Lándiz (4 mai 2009). Le set de table comporte la légende "CEUX QUI MEURENT POUR LA VIE NE PEUVENT PAS ÊTRE DECLARES MORTS", le slogan "SolRojista sí señor !" et le logo de notre organisation.





De même, à Santa Cruz Tagolaba, où le camarade "Chu Pau" a été récemment assassiné, nous avons réalisé un tapis monumental qui évoque la lutte pour la défense de la terre, l'opposition au Corridor Interocéanique de l'Isthme de Tehuantepec (CIIT) et le travail des paysans.

En d'autres lieux, les camarades ont rappelé les noms de tous ceux qui, tout au long de ces 15/6 ans de lutte de classe et d'organisation, ont généreusement donné leur vie pour la Révolution de Nouvelle Démocratie ; nous partageons ici à nouveau tous leurs noms par ordre chronologique :

Faustino Acevedo Bailón (tué le 4 mai 2006), Alfredo Errestre Vázquez (tué le 13 octobre 2007), Rosalino Díaz Barrera (tué le 31 janvier 2008), Paulino Salud Lándiz (tué le 4 mai 2009), Fernando Meraz (24 août 2016), Jorge Alberto Hernández Jiménez (22 avril 2018), Javier López Martínez "Comandante Rojo" (19 mars 2018), Luis Armando Fuentes Aquino "Comandante Gato" (tué le 11 avril 2019), Jorge Alberto Cruz Torrez (20 avril 2019), Joel Gutiérrez López (4 janvier 2021), Yolanda Cabrera González (17 février 2021), Saúl Morales Hernández "Chino Pelón" (10 juin 2021), Ángel López Pineda (22 janvier 2022) et Jesús Manuel García Martínez "Chu Pau" (assassiné le 27 octobre 2022), devant eux nous inclinons nos drapeaux rouges de la Révolution de Nouvelle Démocratie, agraire et anti-impérialiste, ininterrompue vers le Socialisme, les mêmes drapeaux que de leurs mains ils ont levé et défendu toute la vie.



Ceux qui meurent pour la vie ne peuvent pas être déclarés morts !

***Courant du peuple Soleil Rouge
Novembre 2022***



"Relever le Drapeau". Œuvre de Gueli Korjev



"L'Incendie des Tuileries en mai 1871". Œuvre de Georges Jules Victor Clairin

SOUTENEZ-NOUS !

Nouvelle Époque est un journal qui a pour objectif de diffuser tout ce que le monopole des médias bourgeois condamne ou passe sous silence. Il doit servir à propager nos luttes, nos organisations de quartier, notre vision de l'actualité et du monde ; c'est un programme colossal.

Pour réaliser cet objectif, Nouvelle Époque doit être diffusé dans tout le pays, principalement dans les quartiers populaires, là où se trouvent les forces de la révolution. Nous nous dotons donc d'une édition imprimée nationale, qui est diffusée dans de nombreuses villes par des militants dévoués. Cette édition doit servir de support d'organisation : parlons de Nouvelle Époque à nos collègues, à nos amis, notre famille, aux voisins, pour diffuser la voix du peuple et contrer les médias dominants qui ont tous le même son de cloche !

ABONNEZ-VOUS

nouvelle-epoque@protonmail.com

**REJOIGNEZ LE RESEAU DE
DISTRIBUTION**